

MIGRATION ET FÉMINISATION DE L'AGRICULTURE DANS LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

Thomas J. BASSETT

Les études récentes concernant les femmes et le développement rural dans le Tiers-Monde mettent en évidence la détérioration de leur statut dans les régions où il existe une forte émigration de la main-d'œuvre et une culture commerciale importante. Dans les réserves de main-d'œuvre au sud du Sahara africain, on constate une marginalisation évidente des femmes submergées par les responsabilités ménagères de production et de reproduction (Bell 1986: 168-201 ; Wisner 1980 ; Savané 1986). Dans les régions de cultures de rapport, le statut socio-économique des femmes s'est, d'une manière générale, aggravé, étant donné que les hommes monopolisent le contrôle de l'accès aux ressources de production et qu'ils exigent de plus en plus qu'elles leur consacrent leurs heures de travail (Carney 1988 ; Kumar 1987 ; Mackenzie 1989). La concentration de ces études sur l'impact du développement régional inégal et des nouvelles technologies sur le statut des femmes souligne l'importance de l'examen de la division du travail d'après les sexes et les modèles d'accès aux ressources de production au niveau des ménages pour comprendre les divers chemins que la transformation agraire est en train de prendre en Afrique aujourd'hui.

La théorie du sous-développement marxiste offre des outils conceptuels utiles pour l'analyse des liens structuraux entre la création des réserves de main-d'œuvre, le sous-développement rural, et l'accumulation capitaliste (Amin 1976 ; De Janvry 1981). Toutefois, l'insuffisance des approches structuralistes pour expliquer l'extrême variabilité spatiale, temporelle et sociale du changement agraire au sein des réserves de main-d'œuvre demande des analyses de micro-niveaux qui tiennent compte du rôle de l'action humaine dans la restructuration des systèmes de production (Meillassoux 1975). La nouvelle vague des études sur les ménages et la concentration féministe sur le rôle des sexes dans la production aide à éclairer la variété des réponses, au sein des ménages

et entre les ménages, aux conditions changeantes de la production (Guyer 1981 ; Moock 1986 ; Davison 1988). Des recherches inspirées par le féminisme, par exemple, montrent comment les thèmes d'intensification agricole engendrent souvent des conflits au sein des ménages sur le contrôle des ressources et l'appropriation des surplus qui peuvent avoir des conséquences contradictoires sur les résultats agricoles (Watts 1988 ; Carney 1989). Il est impossible de prévoir le résultat de ces conflits sur le statut des femmes. La restructuration du rôle des sexes en ce qui concerne la production a conduit à la fois à la détérioration et à l'amélioration de leur situation (Guyer 1980 ; Savané 1986). Ainsi que Guyer et Peters le montrent, le défi consiste à étudier les rapports entre les relations au sein des ménages avec « des processus plus vastes et des hiérarchies plus structurées qui vont au-delà et à travers ces unités » pour expliquer la dynamique du changement agraire (Guyer et Peters 1987, 211).

Cette communication étudie l'impact de la migration de la main-d'œuvre et de l'intensification du développement du coton sur les femmes en tant que productrices agricoles au nord de la Côte d'Ivoire. Elle montre que, depuis les années 60, il y a eu une féminisation remarquable de l'agriculture qui a pris deux formes distinctes. La première est l'intensification du travail des femmes dans les champs contrôlés par les hommes. La seconde est l'expansion de la superficie cultivée contrôlée par les femmes. Je montre que ce changement en faveur des champs individuels des femmes est le résultat, premièrement, d'améliorations dans la productivité de la main-d'œuvre suscitées par les innovations technologiques telles que la traction animale et les herbicides et, en second lieu, d'une nouvelle répartition des cultures, tel que l'abandon de certaines cultures exigeant une main-d'œuvre importante comme celles du mil et du riz de bas-fond. Les innovations les plus importantes touchent l'extension de la traction animale et des herbicides. Malgré tout, les hommes considèrent l'expansion des champs cultivés par les femmes, et en particulier les champs de coton, comme une menace pour l'autorité déjà affaiblie qu'ils exercent sur la force de travail des ménages. Ils considèrent également de tels changements dans la division du travail comme des goulets d'étranglement irritants pour le système de production agricole. Pour répondre à cette mise en cause de leur contrôle sur la main-d'œuvre des ménages, les hommes sont effectivement en train de tracer des limites aux superficies que les femmes peuvent cultiver dans leurs propres champs en réduisant leur accès aux ressources de production. Cette lutte pour le degré d'autonomie des femmes suggère que de nouvelles formes d'appropriation des surplus sont en train d'émerger de nouvelles structures de production et certaines de ces formes impliquent que les femmes paient leurs maris pour cultiver leurs propres champs. L'impact négatif

de ces conditions de production changeantes sur la production alimentaire est étudié à la fin de cette communication.

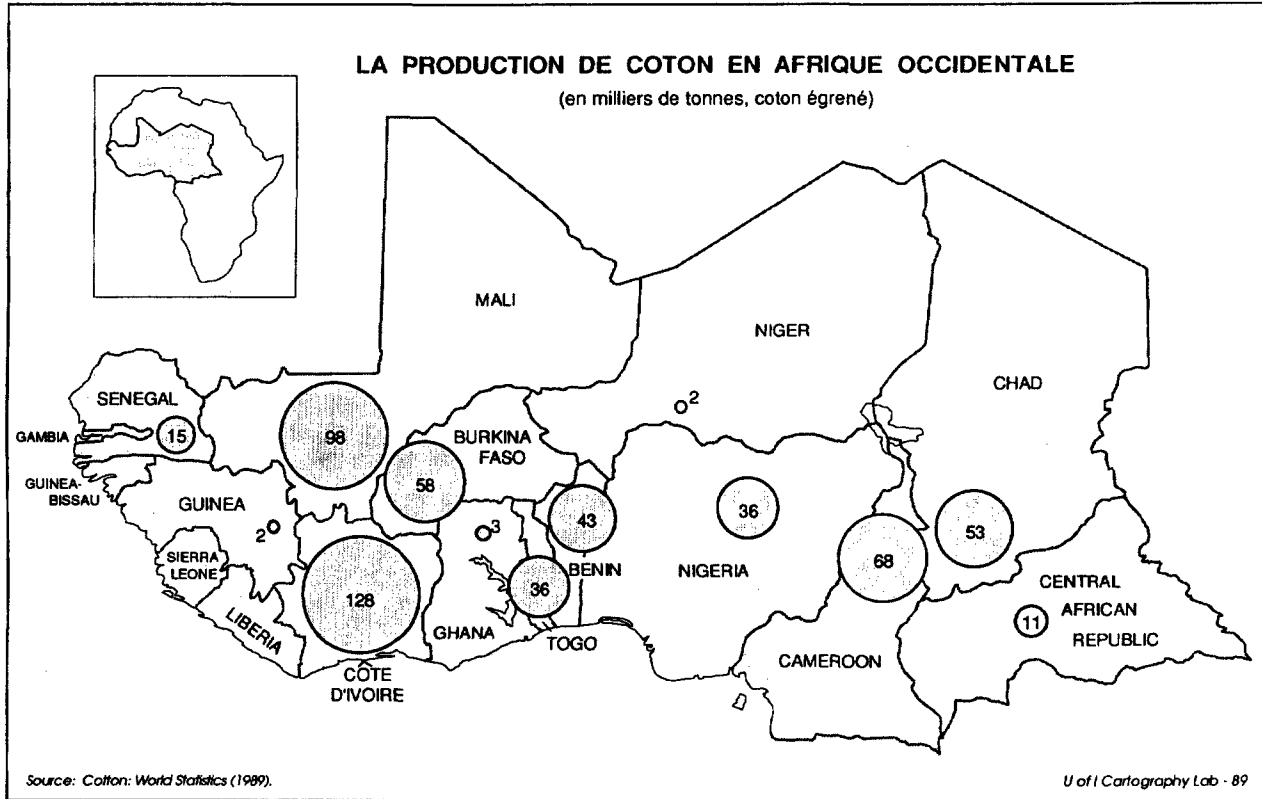
La région

La région étudiée est située dans la zone de culture de coton la plus productive de l'Afrique occidentale et centrale (voir Fig. 1). Avec le Mali et le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire compte pour plus de la moitié de la production dans cette zone de coton. Entre 1961 et 1985, la superficie du coton a augmenté de 64 % et le rendement a presque quadruplé. Bien des observateurs attribuent ces résultats impressionnants aux innovations institutionnelles et technologiques lancées par des organisations textiles cotonnières telles que la CFDT et la IRCT. (Dequecker 1982 ; Ministère de la Coopération 1987). J'ai montré ailleurs que cette performance a aussi reposé sur d'importants changements socio-économiques et culturels au cours de la période de colonisation qui a suscité un groupe d'agriculteurs orientés vers l'exportation avec de nouveaux besoins économiques (Bassett 1988a ; voir aussi Gervais 1989). L'intensification de la production de denrées agricoles continue à transformer les sociétés dans les régions de culture du coton. Cette étude de cas des femmes cultivant le coton dans le nord de la Côte d'Ivoire donne un aperçu sur certains processus contemporains de commercialisation au niveau du village.

Les données de cette étude ont été rassemblées en 1982, 1986 et 1988 à partir d'un sondage sur 38 ménages de Katiali, village de quelque 1800 personnes situé à 60km au nord-ouest de Korhogo. Les précipitations dans la région de Katiali varient de 1000 à 1200mm, la saison des pluies commençant fin mai et se terminant en octobre. En 1988, 46 % de la moyenne de la superficie cultivée était uniquement consacrée au coton. 54 % des terres étaient consacrées aux cultures vivrières, notamment au maïs, au riz, au sorgho, au mil et aux arachides. Le sondage touche les membres de deux groupes ethniques, sénoufos et julas. Dix-neuf ménages² de chaque groupe furent choisis au hasard d'un sondage dans un village stratifié, basé sur le standing économique. Le pourcentage de ménages de standing économique différent dans les 38 échantillons est proportionnel à la représentation de ce groupe dans le sondage du village.

1. CFDT (Compagnie pour le développement des fibres textiles); IRCT (Institut de recherches du coton et des fibres exotiques).

2. Voir Tableau 1 pour les caractéristiques principales relatives aux ménages et aux superficies cultivées à Katiali en 1981 et 1988.



Le nord comme réserve de main-d'œuvre

La région de savane ivoirienne a toujours constitué une réserve de main-d'œuvre pour l'économie de plantation de la Basse-Côte (Aubertin 1980 ; Bassett 1984). Les demandes des colons planteurs et des compagnies forestières pour une main-d'œuvre bon marché, de pair avec les intérêts de la colonie dans les revenus à l'exportation, avaient conduit à une politique de travaux forcés. A la lumière de ces droits acquis, Michel Perron, le commandant du Cercle Korhogo en 1931-32, conclut que le nord était destiné à être une réserve de main-d'œuvre pour la colonie.

« En Côte d'Ivoire, exagérément transformés en manœuvres, en "porteurs" selon leur propre expression, pour les chantiers forestiers et les plantations de basse-côte, ils (les Sénoufos) n'étaient plus que des "Korhogos". Il fallait entendre avec quel dédain les "évolués" du Bas prononçaient ce mot, il fallait voir ce que l'on se permettait (ce régime est heureusement fini) (sic) à l'égard de cette population agricole à l'humeur bien trop douce.

Cependant, au lieu de transformer ces bons cultivateurs, exceptionnellement travailleurs parmi les éléments ethniques de notre Ouest-Africain, en mauvais coupeurs de bois, en maladroits tireurs de billes, il eût mieux valu, dans la grande mesure du possible, les laisser chez eux mettre en valeur leur propre sol.

Mais le sol sénoufo n'est guère bon qu'à la production vivrière pour ses seuls habitants. Il n'y a ici, du moins encore, nul produit "riche" et d'exportation européenne, rien en quoi l'on puisse faire fortune en un laps de temps assez court.

Alors... une colonie qui veut — et le mérite — être classée "colonie d'avenir", qui veut sa "mise en valeur" sur un plan de vedette et en performance de champion, cette colonie est fatalement poussée à n'employer ce haut hinterland relativement peuplé qu'à fournir la main-d'œuvre qui lui manque pour l'exploitation de ses "produits riches".

Seulement, si on n'y prend garde, si l'on n'est pas raisonnable, on peut rapidement aller loin, trop loin, par exemple tout simplement jusqu'à la disparition de cette main-d'œuvre, au grand dam de l'une et l'autre région. On l'a compris et heureusement, pas trop tard encore (Perron 1932: 1361-62). »

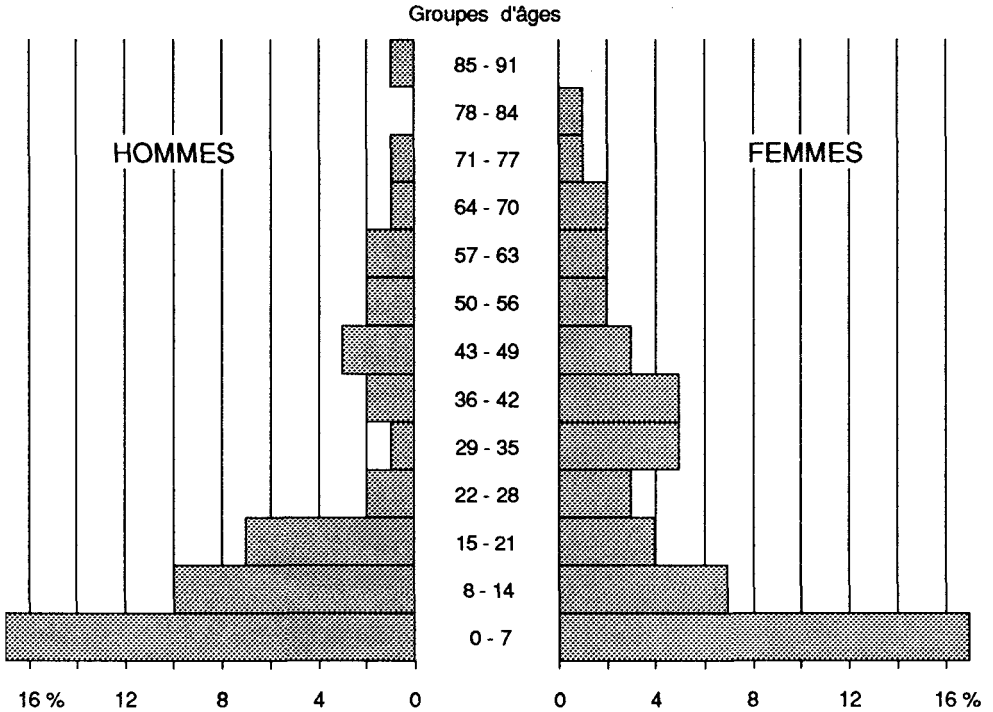
Tous les six mois, 6000 hommes quittaient leurs villages pour des travaux forcés dans la région de la Basse-Côte. De pair avec la culture forcée du riz, du maïs, du mil et du coton, cette perte de travailleurs mâles au profit d'entreprises hors du Cercle Korhogo eût des conséquences désastreuses pour l'économie régionale. Aubertin fait mention

d'un Rapport d'inspection administratif de 1944 qui conclut que près de 25 % de la population active mâle avait été détournée de la production économique locale (Aubertin 1980:29). Comme dans une grande partie de l'Afrique occidentale à ce moment, les vivres et la main-d'œuvre quittant la région, la crise alimentaire locale devint plus aiguë en 1943 suite à la sécheresse de 1942.

Quoique les tactiques de recrutement de main-d'œuvre aient été modifiées au terme des travaux forcés en 1946, les propriétaires des plantations et l'Etat considéraient toujours la région de savane comme la réserve de main-d'œuvre et de céréales de la colonie. Cette situation dans le nord était fortement liée à l'émergence en 1946 d'un groupe d'influence politique et économique de capitalistes agraires africains pour qui les possibilités d'accumulation dépendaient de leur accès à une main-d'œuvre de migration abondante. Entre 1946 et 1959, les plantations de café et de cacao africaines firent plus que doubler, grimant de 273 000 ha à 733 000 (Baulin 1982:73). Cette expansion du secteur de plantation de petite envergure, de pair avec les prix élevés sur le marché mondial dans les années 50, conduisit à des inégalités frappantes dans la distribution régionale des revenus. En 1955, la moyenne des revenus des ménages dans le sud était sept fois plus élevée que dans le nord.

A la fin des années 70, l'écart entre les revenus régionaux était toujours de cinq (Marcussen et Torp 1982: 129-30). Vu ces circonstances, il n'est pas étonnant que l'émigration d'hommes jeunes dans le groupe de 22 à 42 ans soit extrêmement élevée à Katiali (Fig. 2) et dans le nord en général. D'après Fargues (1983), entre 1975 et 1980, près de la moitié des hommes âgés de 20 à 29 ans émigrèrent des régions rurales de la savane. Ces émigrants se déplacèrent surtout vers les régions de forêts du centre-ouest et du sud-ouest, autour de Séguéla, Bouaflé et Daloa. Un sondage de la population en 1978-79 indique que 50.000 personnes ont quitté la région de savane pour les régions urbaines (70 %) et surtout vers le sud. Ce flux massif de population, de pair avec des taux plus élevés de mortalité infantile et des taux de longévité plus bas, conduisirent à une stagnation de la population dans le nord. Dans certaines régions, il y eut une baisse de la population. Le résultat de cette migration fut un surplus d'hommes dans les régions urbaines et de forêts et un déficit dans la région de savane : 99 hommes pour 100 femmes (Banque mondiale 1987: 52-53). Cette perte de jeunes travailleurs actifs des régions rurales reflète l'affaiblissement du contrôle qu'exerçaient les aînés sur la main-d'œuvre familiale en Afrique pré-coloniale (Meillassoux 1975).

REPARTITION DE LA POPULATION D'APRES LE SEXE ET L'AGE, KATIALI, 1988



Source d'information: Données sur le terrain, 1988 (N=384)

Le développement du coton

En même temps que ces changements démographiques de la population de la savane, on vit une expansion spectaculaire de la culture du coton. Malgré les efforts fournis par l'industrie textile et l'Etat favorisant la culture du coton au cours de la période coloniale, le rendement et la production fluctuait à un niveau peu élevé (Bassett 1988a). Avec l'introduction de variétés à grand rendement au début des années 60, suivies par des subventions et des prix à la production séduisants dans les années 70, les résultats furent bien plus impressionnants. Entre 1961 et 1985, le rendement fut dix fois plus élevé alors que la production totale de coton brut était multipliée par cinquante.

L'intérêt porté par le gouvernement ivoirien à la promotion du coton dans la savane est double. La première motivation est politique. L'expansion du coton est considérée comme le moyen le plus important pour réduire les disparités des revenus régionaux. Jusqu'au milieu des années 80 cette politique a rencontré un certain succès. La Banque mondiale indique que les disparités dans les revenus régionaux étaient tombées à 3:1 en 1985 (World Bank 1987). Toutefois, les cultivateurs de coton ont vu une érosion constante de leurs revenus au cours des années 80 à cause de l'inflation, de la récession et du retrait des subsides pour les fertilisants en 1984. La deuxième raison de la promotion du coton est liée à l'expansion de l'industrie textile ivoirienne pour laquelle les agriculteurs fournissent 100 % de la matière première. En 1983, les cultivateurs de coton ont subventionné les achats de fibres de trois compagnies textiles pour un montant de neuf millions de dollars.

L'intensification du coton s'est faite grâce à l'alliance entre l'Etat, l'agrobusiness étranger et les agences d'aide telles que la Banque mondiale et la Caisse centrale de coopération économique et sociale. Alors que l'Etat organise les conditions idéologiques et politiques de l'extension du capitalisme agraire, les moyens techniques sont fournis par l'ancienne compagnie cotonnière coloniale CFDT en collaboration avec l'IRCT. Entre 1950 et 1973, la CFDT était le service de vulgarisation officiel des régions de culture du coton. En 1973, elle devint partie de la société d'économie mixte CIDT (Compagnie Ivoirienne pour le Développement des fibres Textiles) dans laquelle ses actions tombèrent à 45 %.³

L'Etat et la CFDT réussissent à transférer les bénéfices des producteurs vers les intérêts commerciaux et industriels en intervenant dans les

3. Les actions de la CFDT représentent actuellement 20% du capital de la CIDT. Toutefois, comme c'est le cas pour un grand nombre de sociétés transnationales, elle garde son contrôle sur les opérations en aval de secteurs tels que l'égrenage et la commercialisation.

conditions de production et d'échange au moyen d'un accord contractuelle. Les agriculteurs doivent s'inscrire à la CIDT et préparer leurs champs conformément à ses normes s'ils veulent bénéficier de subventions et de crédits. Les agents affectés à la vulgarisation supervisent le processus de production d'une façon permanente, surtout les applications de pesticides, et ceci jusqu'à la récolte. L'Office commercial des produits agricoles ivoirien (CAISTAB) détermine le prix du coton au début du calendrier des récoltes et accorde à la CFDT un monopsonne sur le marché du coton. Entre 1976 et 1979, les cultivateurs de coton recevaient de 20 à 25 % du prix F.O.B. pour le coton. Par ses contrats commerciaux et son rôle dans la gestion des services de vulgarisation du coton et son égrenage, la CFDT continue à profiter de son ingérence dans le secteur du coton ivoirien (Campbell 1984).

La division du travail en agriculture

L'une des conséquences de ces processus de migration de la main-d'œuvre et de l'intensification du coton fut la féminisation de l'agriculture. Fargues (1983) note que le pourcentage féminin des travailleurs agricoles a augmenté de 41,8 % en 1975 à 46,7 % en 1980. En fait, les résultats d'une étude consacrée à la main-d'œuvre concernant quatorze hommes et douze femmes en 1981-82 montre que les femmes consacrent beaucoup plus de temps à l'agriculture que vingt ans auparavant. La différence la plus notoire est indiquée dans le nombre total de jours consacrés aux travaux agricoles. En comparaison avec 1962, lorsque les femmes de la région du Korhogo consacraient 90 jours par an aux travaux agricoles, celles de Katiali y consacraient 145 jours, soit 60 % de plus. Le temps que les hommes consacraient à l'agriculture avait augmenté de 29 %. Cette augmentation de l'activité agricole de la part des femmes vient s'ajouter au temps considérable qu'elles consacrent aux soins des enfants et aux travaux ménagers (146 jours comparés à cinq pour les hommes). Cette observation sur la féminisation générale de l'agriculture dans le cas de Katiali est appuyée par les travaux d'autres chercheurs dans la région (Bigot 1981 ; Peltre-Wurtz et Steck 1979 ; LeRoy 1980 ; Kientz 1985).

Le **Tableau 1** montre la distribution du temps de travail que les femmes et les hommes consacrent aux cultures vivrières et ceci par groupe ethnique. Les femmes représentaient 42 % de la main-d'œuvre totale des ménages. Les femmes sénoufos consacrent plus de temps à la production de cultures vivrières que les hommes sénoufos. La culture du tabac en saison sèche est nettement dominée par les femmes Julas. Les hommes des deux groupes ethniques ont consacré la majorité (81 %) du temps de travail des ménages à la culture du coton. Bien que les femmes aient fourni 19 % seulement du total de la main-d'œuvre des

ménages pour le coton, elles représentent une part importante (1/3) de la main-d'œuvre en dehors de l'exploitation agricole qui est fortement concernée par la culture du coton.

La main-d'œuvre en dehors des ménages joue un rôle particulièrement important dans le système de production agricole sénoufo. Trente-et-un pourcent du temps total consacré aux travaux agricoles dans les champs sénoufos ne provenaient pas des ménages. Cinquante-huit pour cent de cette main-d'œuvre en dehors de l'entreprise agricole était orientée vers la culture du coton et 42 % vers les récoltes vivrières. Deux tiers de cette main-d'œuvre est fournie par des groupes d'entraide réciproque. L'autre tiers est assuré par des travailleurs journaliers. Les femmes dominaient cette main-d'œuvre saisonnière et passaient les trois-quarts de leurs heures de travail dans les champs de coton.

L'augmentation du temps de travail consacré à l'agriculture, tant par les hommes que par les femmes, est due principalement à l'extension de toute la superficie cultivée depuis le début des années 60. L'étude de la SEDES sur la région de Korhogo pour 1962 a rendu compte d'une superficie moyenne de 3,17 ha pour des ménages utilisant des techniques agricoles manuelles. En 1984, Eponou (1985) constatait que la superficie cultivée avait augmenté de 5,2 ha pour les ménages utilisant des techniques manuelles, 8,8 ha pour les ménages utilisant des char-rues tractées par des bœufs, et 35,3 ha pour les ménages possédant des tracteurs.⁴ Etant donné que moins de 1 % des ménages dans la région de Korhogo travaillent avec des tracteurs, on peut conclure que l'accroissement du travail des femmes a été associé à l'expansion du coton au sein des ménages travaillant manuellement et avec traction animale.

Le nombre de jours pendant lesquels les femmes ont la permission de travailler dans leurs propres champs varie d'après les groupes ethniques et parfois parmi les ménages au sein du même groupe. Les femmes sénoufos ont le droit de travailler dans leurs propres champs deux jours (*Koundiali* et *Kong*) sur les six jours de la semaine sénoufo. La plupart des femmes mariées d'un certain âge jouissent également d'un jour de repos, habituellement le vendredi. Les jours qui restent, elles travaillent dans les champs du ménage. Les jours où elles travaillent dans leurs propres champs, les femmes doivent assurer leur propre nourriture. Le chef de famille est responsable pour l'alimentation des membres de la famille seulement pendant les jours où ils travaillent dans les champs des ménages. Par contre, les femmes julas n'ont pas de jours de travail

4. Les données d'Eponou montrent également que la moyenne de la superficie cultivée par travailleur actif au moyen de certaines techniques avaient également augmenté de 0,9 ha en 1962 jusqu'à 1,27 (manuellement), 1,5 (à l'aide de bœufs) et 3,75 ha (avec tracteur) respectivement.

fixes. Elles travaillent dans les champs des ménages à la demande du chef de famille (normalement le mari) mais elles sont également libres de travailler dans leurs propres champs, pour autant qu'elles travaillent.

Pour les femmes des deux groupes, le libre accès à la main-d'œuvre des membres des ménages n'existe pas. Même si les mères veulent que leurs enfants travaillent dans leurs propres champs, elles doivent demander la permission à leur mari. La seule exception s'applique aux mères qui allaitent et qui ont normalement la permission de prendre l'une de leurs filles avec elles dans leurs champs pour les aider à prendre soin des enfants. Cette restriction concernant l'accès à la main-d'œuvre familiale conduit à l'emploi fréquent de main-d'œuvre extérieure dans les champs travaillés par les femmes. Les deux sources les plus communes de main-d'œuvre en dehors de l'exploitation agricole sont les groupes d'entraide et les ouvriers journaliers.

En 1981-82, les femmes cultivaient généralement un champs d'arachides pluvial et une rizière de bas fond. Quelques femmes seulement cultivaient le coton, parfois avec leurs co-épouses, en comptant fortement sur la main-d'œuvre extérieure. Les terres cultivées par les femmes représentaient 14 % du total de la superficie cultivée. Ce pourcentage diminuait lorsque la superficie cotonnière par travailleur actif augmentait au sein du ménage.

En résumé, au début des années 80, l'effet combiné de la migration de la main-d'œuvre, l'intensification du coton, et le développement limité de la productivité conduisit à un accroissement absolu dans le temps de la main-d'œuvre agricole tant pour les hommes que pour les femmes. Ce fardeau de travail retomba lourdement sur les femmes. Les données de 1981-82 suggèrent que l'accroissement du temps de travail total des femmes entraîna la substitution du travail dans leurs propres champs vers le travail dans les champs des ménages et dans les champs en dehors des ménages. Ceci représente un brusque contraste avec le début des années 60 lorsque les femmes jouissaient d'une autonomie beaucoup plus grande et dominaient les transactions du marché (SEDES 1965, vol 2: 48-50, 63).

Goulets d'étranglement de la main-d'œuvre et innovations technologiques

Dans un contexte de migration de main-d'œuvre importante et de l'expansion du coton, les agriculteurs doivent faire face à des goulets d'étranglement majeurs dans le calendrier agricole. L'étude sur l'allocation de la main-d'œuvre a révélé l'existence de quatre goulets d'étranglement. La demande de pointe pour la main-d'œuvre des ménages au début de la saison des pluies pendant la préparation des champs et les semailles, à mi-chemin de la saison des pluies pendant la

période de sarclage, et vers la fin de la saison des pluies pendant la récolte des cultures vivrières et du coton. Un quatrième goulet d'étranglement concernant principalement les femmes a été observé pendant la période de repiquage du riz dans les bas-fonds à la fin juillet-début août.

La sévérité de ces goulets d'étranglement et les réactions des agriculteurs dépendent de plusieurs facteurs. Les conditions écologiques telles que la distribution des précipitations et la qualité du sol peuvent fortement influencer l'acuité des périodes de demande de main-d'œuvre de pointe. Les ajustements à ces goulets d'étranglement dépendent principalement du standing socio-économique des ménages individuels. Les ménages ayant accès à de nombreux travailleurs actifs ou à des cultures de rapport qui peuvent permettre la substitution du travail par le capital sont mieux armés pour faire face aux périodes de pointe que les ménages ayant de pauvres ressources. Quelques ajustements souvent pratiqués comprennent l'abandon de certaines cultures requérant une main-d'œuvre importante telles que les ignames et le mil ; le manque de soin apporté à la culture, comme l'omission ou le retard dans certaines tâches telles que le sarclage ou les semailles de cultures intermédiaires ; le déclin des superficies cultivées par les femmes dans leurs propres champs ; ou le recours à des innovations technologiques telles que l'adoption de la traction animale et l'usage d'herbicides. D'autres ajustements impliquent de nouvelles stratégies de mobilisation de la main-d'œuvre et une interprétation des contraintes socio-culturelles relatives au temps de travail (Bassett 1988b).

Au cours des années 80, l'adoption continue de la technologie tendant à limiter la main-d'œuvre ainsi que de nouveaux changements dans les modèles de cultures ont réduit la sévérité des goulets d'étranglement de la main-d'œuvre et accru sa productivité. La Fig. 3 montre que l'usage des charrues tirées par les bœufs a rapidement augmenté dans la région au cours des sept dernières années. En 1981, 41 % des ménages utilisaient la culture attelée. En 1988, 87 % des ménages étudiés possédaient des charrues et des bœufs. L'usage étendu et la sous-utilisation périodique de la traction animale ont conduit à un marché locatif qui est fréquemment utilisé par les femmes (voir plus bas).

En plus de l'expansion des charrues à bœufs, l'usage croissant d'herbicides semble avoir soulagé les périodes de pointe et facilité l'expansion des champs personnels des femmes. En 1986, plus de la moitié des ménages concernés par la culture du coton utilisaient des herbicides dans leurs champs. Les herbicides étaient également utilisés par 40 % des ménages dans les champs vivriers (Bassett 1988b, 165). Cette technologie économisant la main-d'œuvre aide à réduire le goulet d'étranglement lors du sarclage au milieu de la saison des pluies ce qui permet aux hommes et aux femmes de consacrer leur temps à d'autres tâches.

Une troisième modification dans les changements des systèmes d'agriculture locaux qui semble avoir réduit le temps de travail des femmes dans les champs des ménages est observable dans les rizières de bas-fond dont l'importance est cinq fois moindre. En 1981, les chefs de 50 % des ménages cultivaient au moins une rizière de bas-fond, en 1988, 9 % à peine.⁵ Cette diminution dans l'importance accordée par les hommes à la culture du riz de bas-fond profite aux femmes car la division du travail associé à cette récolte retombe plus fortement sur les femmes (particulièrement le repiquage). En 1981, 37 % du temps de la main-d'œuvre des ménages consacré aux cultures vivrières était consacré au riz de bas-fond.⁶ Les femmes représentaient 72 % de cette main-d'œuvre. En l'absence de données concernant l'allocation de la main-d'œuvre pour 1988, il est impossible de savoir comment ce temps de travail est utilisé. Néanmoins, la période de repiquage du riz représente un goulet d'étranglement majeur pour les femmes, ce qui permet de dire avec une certaine certitude que cette période de main-d'œuvre de pointe a été réduite au profit des femmes.

Le **Tableau 2** met en lumière les changements majeurs dans les superficies cultivées au cours des années 1981 à 1988. L'une des découvertes les plus surprenantes est le quadruplement des superficies cultivées par les femmes dans leurs propres champs.⁷ D'un peu plus d'un quart d'hectare en 1981, la superficie moyenne cultivée par les femmes a augmenté jusqu'à 1 hectare en 1988. Ces données indiquent une augmentation dix fois plus grande sur une superficie moyenne de culture du coton et une augmentation 2,5 fois plus grande pour la superficie moyenne de cultures vivrières.⁸ La superficie moyenne de coton par femme s'élevait à près d'un demi-hectare. Dans les ménages polygames, les femmes d'un certain âge cultivaient de plus grands champs (de 0,5 à 1 hectare) en comparaison avec des femmes plus jeunes qui ne cultivaient pas le coton ou cultivaient des parcelles plus petites d'un quart d'hectare. Comment ce changement remarquable

5 Quand on leur a demandé pourquoi ils avaient abandonné de rizières de bas-fond, beaucoup d'hommes déclarèrent que la forte incidence des dommages des cultures causés par le bétail Fulani dans le lit des rivières en était la raison principale (voir Bassett 1988c).

6. Malgré le format réduit de sondage (7 ménages) ces recherches rejoignent d'autres études entreprises dans le nord de la Côte d'Ivoire (Pelte-Wurtz et Steck 1981).

7. J'entends des femmes mariées, veuves et divorcées appartenant à des ménages dont le chef de famille est un homme.

8. Dans l'ensemble, le nombre d'unités de production dans lesquelles les cultivatrices de coton étaient présentes avaient augmenté de 2/34 (6%) en 1981 à 13/35 (37%) en 1988 (8 Sénoufos et 5 julas) Le nombre réel de cultivatrices avait augmenté 16 fois au cours de la même période (2 en 1981, 31 en 1988).

dans les activités agricoles des femmes s'est-il produit ? La discussion antérieure sur les changements dans les modèles de cultures, les nouvelles technologies et la division du travail aide à éclaircir ce processus. En étudiant de plus près comment les femmes s'assurent le travail et le capital pour étendre leurs opérations, on peut avoir une meilleure idée des conditions dans lesquelles cette expansion se produit.

L'accès aux ressources par les femmes cultivant le coton

Les interviews avec plus d'un tiers des femmes cultivant le coton (11/31) ont révélé des styles distincts de gestion agricole. En général, les femmes sénoufos dépendent plus des groupes d'entraide (*golon*) pour remplir les tâches agricoles que les femmes julas qui dépendent principalement des ouvriers journaliers. Une similarité intéressante, toutefois, consiste en la pratique de payer les membres d'un ménage pour labourer les champs de coton.

Dans près de deux-tiers des cas, les femmes employaient quelqu'un pour labourer leurs champs. Dans 38 % des cas, l'équipage provenait du ménage lui-même. Les femmes payaient généralement leurs maris entre 5000 et 8000 F. CFA pour labourer un demi-hectare de champ de coton.⁹ Certaines cultivatrices préféraient louer des attelages de bœufs en dehors de l'exploitation agricole quand leurs maris n'avaient pas fini de labourer leurs propres champs. Plutôt que manquer la date limite du 30 juin pour les semailles du coton, 44 % des femmes louaient des équipes de laboureurs en dehors de l'exploitation agricole. Certaines femmes sénoufos (19 %) manquant de capitaux échangeaient plutôt leur force de travail. Il était assez courant de troquer de 10 à 20 jours pour la récolte du coton dans les champs du propriétaire de l'attelage contre le labour d'un champ d'un demi-hectare. Il est évident que le standing économique des femmes conduit à d'importantes variations dans la mobilisation des ressources.

Les femmes dépendent largement de leurs maris pour l'obtention de terres pour leurs propres champs. Des interviews avec des membres de 15 ménages ont révélé que dans 80 % des cas les maris mettaient des terres à la disposition de leurs femmes. Les hommes, soit attribuaient des terres qu'ils contrôlaient déjà, soit demandaient à un autre « propriétaire » un droit d'usage. Cette dépendance envers les hommes est

9. Si on utilise un taux de change de 300 F. CFA/dollar, alors les redevances moyennes pour labourer un demi-hectare s'élevaient à \$17,27. Il est intéressant de noter qu'une femme dyula avait payé son mari pour labourer son champ de coton mais pas pour labourer son champ de riz pluvial. Le fait que les femmes préparent souvent la nourriture pour les membres de la famille provenant de leurs propres champs explique sans doute ce labourage gratuit des champs de cultures vivrières.

plus grande pour les femmes julas (100 %) que pour les femmes sénoufos (70 %). Deux femmes sénoufos, l'une mariée, l'autre divorcée, reçurent des parcelles de rizières de bas-fond de chefs de familles. Une troisième femme sénoufo reçut une parcelle de bas-fond de son père et un champ pluvial de sa mère. Le pouvoir de contrôle des hommes, chefs de familles, sur l'accès aux terres signifie que les femmes sont particulièrement vulnérables car leurs maris peuvent limiter la superficie qu'elles peuvent cultiver comme leurs propres champs.

La grande différence entre les cultivatrices sénoufos et julas réside dans le fait que toutes les femmes julas (8/31) étaient inscrites à la CIDT, contrairement aux femmes sénoufos. A l'exception d'une personne qui s'était inscrite en son propre nom, les cultivatrices julas avaient signé au nom d'un membre mâle du ménage, y compris les enfants mâles. Ceci signifie que les coûts de production sont généralement plus élevés pour les femmes sénoufos car elles doivent acheter des semences et des pesticides que la CIDT donne gratuitement aux cultivateurs inscrits. Ceci était vrai pour 70 % des femmes sénoufos cultivatrices de coton qui devaient obtenir tous les facteurs de production (semences, insecticides et fertilisants) de sources autres que la CIDT. Les moyens les plus communs pour l'obtention de ces facteurs, en particulier les insecticides et les fertilisants (et parfois les herbicides) sont (1) l'achat de « surplus » provenant d'autres cultivateurs de coton ; (2) le travail dans des champs appartenant à quelqu'un d'autre en échange de facteurs de production pour le coton ; (3) l'obtention de facteurs de production à crédit du mari qui est payé après la récolte ; ou (4) les dons de membres de la famille qui ont des « surplus ».

Il existe au moins quatre raisons majeures pour lesquelles les femmes ne se sont pas inscrites à la CIDT. Tout d'abord, beaucoup d'entre elles avaient entendu dire que l'agent de la vulgarisation interdisait que les femmes s'inscrivent pour les facteurs de production. Cet agent dit, en effet, qu'il hésitait à inscrire les femmes car souvent elles n'étaient pas à même de labourer leurs champs avant la date limite du 30 juin. La raison, expliqua-t-il, était que la responsabilité première des femmes était la culture des champs de leurs maris dans lesquels elles devaient travailler jusqu'à ce qu'ils soient entièrement labourés et semés. Ce n'est que lorsque les champs du ménage étaient labourés et plantés que les femmes pouvaient consacrer du temps à leurs propres champs. En fait, ceci n'est pas toujours vrai. Tout d'abord, comme noté plus haut, les femmes sénoufos ont droit à deux jours par semaine¹⁰

10. Le fait que ces jours sont calculés dans la semaine sénoufo de six jours signifie que les femmes ont 10 jours de plus à consacrer à leurs propres champs tout au long du calendrier agricole (juin-décembre) que si le calcul était fait sur base d'une semaine de sept jours.

pour travailler leurs propres champs. Ce qui veut dire qu'elles ne sont pas obligées de travailler tout le temps dans les champs du ménage. Comme noté plus haut, les femmes julas ont encore plus de liberté dans le choix du nombre de jours consacrés au travail dans leurs propres champs. De plus, comme indiqué au **Tableau 2**, un grand pourcentage de femmes engage une main-d'œuvre extérieure pour labourer leurs champs.

D'autres facteurs viennent influencer le travail dans les temps requis : la distribution des précipitations et l'humidité du sol. Ainsi que Pingali *et al* (1987 : 68) le montrent dans leur commentaires sur l'utilisation de la capacité de traction animale dans la région au sud du Sahara africain, les marchés locatifs pour la préparation des terres sont plus développés dans les régions de fortes précipitations où la période pendant laquelle les champs peuvent être labourés est relativement longue. Le régime de précipitations dans la région de Katiali est favorable au développement des marchés locatifs de bœufs si la distribution des précipitations est normale. Ceci fut le cas pour la saison de pluies de 1988 durant laquelle le marché locatif de bœufs fut très actif.

Finalement, le fait que les femmes qui avaient participé au sondage n'avaient rencontré aucune difficulté pour respecter la date limite du 30 juin montre que le jugement de l'agent de la vulgarisation n'était pas fondé du point-de-vue de la gestion de l'exploitation agricole.

Deux autres raisons pour lesquelles les femmes sénéoufos ne s'étaient pas inscrites à la CIDT étaient la nature « expérimentale » de leur entreprise et le fait que leurs maris n'étaient pas d'accord. Certaines femmes ont dit que c'était leur première année de la culture du coton et elles voulaient voir si elles pouvaient réussir avant de s'inscrire officiellement. Elles considéraient leur entreprise comme un essai et voulaient voir les résultats avant de s'engager (cf. Richards 1986).

Le refus des hommes de permettre à leurs femmes de s'inscrire à la CIDT est lié au fait qu'ils ont peur de perdre le contrôle sur le travail de leurs femmes. Bien des hommes voient l'inscription des femmes à la compagnie cotonnière comme un engagement important dans des champs qui ne font pas partie du ménage et qui échappent à leur contrôle. De fait, la surveillance serrée des cultivateurs de coton par les agents de vulgarisation, en particulier la plantation, l'application de pesticides et les dates de récoltes, représente une réglementation du processus de production qui est assumée par la compagnie cotonnière. Donc, en s'inscrivant à la CIDT, les femmes sont effectivement en dehors du contrôle des chefs de familles durant certaines périodes du calendrier agricole.

Les hommes veulent aussi que les superficies cultivées par les femmes ne dépassent pas certaines limites. Un homme avec cinq épouses, chacune avec des champs de coton, déclara qu'un demi-hec-

tare de coton était la limite pour les femmes dans son ménage. Il s'inquiétait surtout du fait que si les champs de ses femmes s'élargissaient elles demanderaient plus de temps pour travailler dans leurs propres champs, au détriment des champs du ménage.

La quatrième raison pour laquelle les hommes ne permettent pas aux femmes de s'inscrire à la CIDT est qu'ils veulent limiter le degré d'indépendance économique de leurs femmes au sein du ménage. Une façon d'atteindre ce but est le contrôle qu'ils exercent sur la commercialisation du coton de leurs femmes. Dans tous les cas, les femmes comptaient sur les hommes de leurs ménages pour la vente du coton à la coopérative commerciale du village. Cette situation donne aux hommes le pouvoir de contrôler combien d'argent leurs femmes reçoivent de leur coton. Les femmes n'ont aucune idée du poids total et des recettes de leur coton. On leur donne tout simplement une somme d'argent et on leur dit que c'est tout ce qu'elles ont gagné.¹¹

Malgré toutes ces contraintes sur l'accès des femmes aux ressources de production il est évident que ces obstacles ne sont pas insurmontables. Grâce à leur accès à des ressources en dehors des ménages, à la main-d'œuvre en dehors de l'exploitation agricole, aux facteurs agricoles et aux machines, les femmes ont pu étendre leurs champs au cours des sept dernières années. Un résumé des résultats et de la portée de cette étude de cas figure dans la section finale.

Impact de la féminisation de l'agriculture sur la production vivrière

Le **Tableau 2** suggère que la féminisation de la production a eu des conséquences positives tant sur la culture vivrière que sur la production du coton. Toutefois, le manque de données concernant le rendement des récoltes des femmes ne permet pas de tirer des conclusions sur ce point. Nous savons que la plus grande partie de l'augmentation dans les récoltes vivrières du nord de la Côte d'Ivoire résulte de l'expansion de la superficie cultivée, et non de rendements accrus. Il semble que l'augmentation de la superficie contrôlée par les femmes représente tout simplement un changement dans la production des ménages en faveur des champs individuels des femmes. Il est possible d'appuyer cette dernière hypothèse si l'on considère les changements relativement peu nombreux dans la superficie cultivée par les travailleurs actifs entre 1981 et 1988 indiqués au **Tableau 2**. On pourrait s'attendre à des augmentations beaucoup plus importantes pour la superficie cultivée par les travailleurs actifs si l'extension des champs cultivés par les

11. Actuellement, c'est la procédure courante envers les femmes sénoufos et julas.

femmes représentait une augmentation importante dans la production totale des ménages. Bref, ainsi que d'autres observateurs l'ont signalé (World Bank 1988: 8,85), la production vivrière semble stagnante.

Ainsi que le Tableau 1 l'indique, les femmes apportent une contribution importante à la production vivrière par leur travail dans la culture de subsistance. Toutefois, les agents affectés à la vulgarisation font des discriminations contre les femmes et celles-ci ne reçoivent pas de crédit ou d'aide technologique pour améliorer leur production. Même si les agents acceptaient de travailler avec les femmes, ils ne pourraient offrir que très peu de choses en matière d'offres technologiques pour les cultures vivrières. Les efforts en recherches et développement se sont traditionnellement concentrés sur le coton. Récemment, de nouvelles variétés de maïs et de sorgho ont été introduites, mais elles n'ont pas eu beaucoup de succès, compte tenu de leur rendement relativement bas, ainsi que de leur goût et leur texture. Ce qui est plus important encore, c'est qu'aucun effort n'a été fait pour améliorer le système anti-risques des cultures intercalaires habituelles.

La production vivrière a souffert du développement du coton dans deux autres domaines. Tout d'abord, la baisse en ignames, mil et riz de bas-fond, représente une diminution de la variété nutritive. En second lieu, la détérioration de nombreuses pratiques agricoles anti-risques telles que la culture intercalaire et la culture des agro-écosystèmes, tant des terres hautes que des terres basses, a accru la vulnérabilité des agriculteurs aux risques écologiques tels que la sécheresse et les insectes ou les plantes nuisibles. En somme, cette seconde phase de la féminisation de l'agriculture reflète la domination croissante du coton dans le système agricole qui continue à avoir des conséquences négatives sur la production des cultures vivrières.

Conclusion

Cette étude souligne la valeur des études *à long terme* des systèmes agricoles indigènes au niveau des ménages. Trop souvent, les études sur les ménages présentent des vues statiques sur la façon dont les décisions sont prises, du fait de leur approche synchronique. Ceci est vrai pour une grande partie des recherches de systèmes agricoles entrepris aujourd'hui (Moock 1986 : 6-7). Le cas de Katiali illustre le besoin d'études en durée permettant de comprendre la dynamique et l'orientation des changements agraires.

En second lieu, le rapport des sexes est cruciale pour la compréhension des changements dans les systèmes agricoles. Cette étude souligne de la migration de la main-d'œuvre et de la culture du coton sur les substitutions de sexes dans la division du travail. On a souligné deux

phases dans la féminisation de l'agriculture sous ces conditions changeantes de production. La première phase est similaire aux observations de Boserup et d'autres chercheurs qui montrent que l'expansion des cultures de rapport conduit à une spécialisation basée sur les sexes dans les activités de production dans lesquelles les hommes contrôlent les cultures de rapport et où les femmes sont presque exclusivement reléguées dans la production de subsistance. Ceci conduit à la concentration de la puissance économique chez les hommes et à une demande accrue de la main-d'œuvre féminine. En dépit des droits étendus dont elles jouissent pour la culture de leurs propres champs, les femmes manquent invariablement de temps et de ressources pour l'expansion de leurs opérations.

La seconde phase montre que les femmes bénéficient des innovations technologiques et des changements continuels dans les modèles de cultures qui sont liés à l'intensification de la production à l'échelle commerciale et cherche à réduire les goulets d'étranglement de la main-d'œuvre dans le système agricole. Les changements dans la division sexuelle du travail sont évidents dans des domaines tels que les types de culture, la superficie des champs individuels et la gestion agricole (la mobilisation du travail, les facteurs agricoles). Dans les deux phases, le processus de féminisation est lié à la fois aux processus sociaux, politiques et économiques, locaux et nationaux internationaux. Les facteurs locaux affectent l'organisation de la production (cultures individuelles relativement aux cultures des ménages), l'accès aux ressources de production, et le statut des femmes selon l'âge, la séniorité ; et la richesse des ménages ; les politiques agricoles, les innovations technologiques et les accords de marchés agissant sur le plan national.

Cette étude met en lumière nombre de possibilités et contraintes auxquelles les femmes doivent faire face lorsqu'elles veulent étendre leurs opérations, opérations qui sont pertinentes pour la politique agricole. L'accès des femmes à la location de services de charrues attelées, aux facteurs de production du coton en dehors des réseaux officiels et à la mobilisation de la main-d'œuvre en dehors de l'exploitation agricole pour leurs propres champs est évident. En général, il semble que l'extension des cultures féminines soient liées à la technologie réduisant le travail agricole (charrues attelées, herbicides) et à la répartition des cultures (déclin du riz de bas-fond) qui ont aidé à réduire les goulets d'étranglement dans les systèmes agricoles locaux. Toutefois, contrairement à la thèse de la Banque mondiale selon laquelle la mécanisation agricole conduira, progressivement, à un accroissement de productivité de tout le système agricole (Pingali *et al* 1987), cette étude suggère que les rôles des sexes dans la production affecte la capacité qu'ont les individus à utiliser pleinement les nouvelles technologies. Les innovations technologiques affectent en effet des barrières sociales et

culturelles qui empêchent les femmes d'étendre leurs superficies cultivées.

Finalement, j'ai insisté sur l'importance de la politique au sein des ménages pour le développement agricole et le statut des femmes à Katiali. Les hommes, chefs des unités de production, se méfient de leurs femmes qui consacrent trop de temps à leurs propres champs. Ce qui les inquiète c'est qu'ils perdront de plus en plus le contrôle de la force de travail de leurs femmes au fur et à mesure qu'elles sont absorbées dans les structures de production en dehors de l'exploitation agricole. Les hommes essaient de limiter la culture de coton des femmes (1) en servant d'intermédiaires entre la CIDT et leurs femmes ; (2) en restreignant la superficie des champs personnels des femmes ; (3) en faisant payer les femmes pour les facteurs de production et l'usage des charrettes attelées ; (4) en leur refusant les vivres provenant des greniers des unités de production les jours où les femmes travaillent dans leurs propres champs ; et (5) en restreignant l'accès de leurs femmes à la main-d'œuvre et aux terres du ménage. De tels efforts de la part des hommes pour s'approprier le surtravail de leurs femmes représentent des obstacles considérables pour les femmes cherchant à améliorer leur statut. La responsabilité des femmes en tant que femmes et mères dans les activités de reproduction des ménages (le soin des enfants, la préparation des repas) représente d'autres entraves à l'élargissement de leurs opérations agricoles. Cependant, comme cette étude suggère, ces contraintes ne sont pas insurmontables. Le tableau présenté ici montre comment les femmes profitent des occasions pour améliorer leur statut au sein des ménages et de la communauté.

Il reste à étudier les implications de cette deuxième phase de féminisation de la production sur

(1) les comptes et la gestion des revenus totaux au sein du ménage

(2) l'impact de l'expansion du coton sur la consommation des cultures vivrières par les femmes et les enfants et

(3) les multiples façons dont les femmes obtiennent des terres, la main-d'œuvre et les autres contributions agricoles dans le but d'étendre leurs activités agricoles.

Bref, il faut faire d'autres enquêtes sur le terrain pour mieux comprendre les divers chemins que la transformation agraire est en train d'emprunter en Afrique aujourd'hui.

Tableau 1. Temps de travail agricole par type de culture, sexe et groupe ethnique 1981-1982*

	Cultures vivrières	Coton	Tabac
Sénoufo			
Femmes	59 %	18 %	—
Hommes	41 %	82 %	—
Jula			
Femmes	41 %	14 %	74 %
Hommes	59 %	86 %	26 %
Village			
Femmes	48 %	19 %	74 %
Hommes	52 %	81 %	26 %

N = 14 hommes, 12 femmes

* Y compris le temps fourni par la main-d'œuvre dans les champs des ménages et les champs individuels.

Tableau 2. Caractéristiques des ménages et des superficies cultivées, Katiali

Caractéristiques	1981	1982
Actifs/M*	5,0	8,0
Résidents/M*	9,4	12,0
Moyenne de la superficie cultivée	4,8	8,7
— en cultures vivrières	2,5	4,7
— en coton	2,3	4,0
Moyenne de la superficie (ha)/cultivée par les femmes	0,28	1,0
— en cultures vivrières	0,24	0,6
— en coton	0,04	0,4
% de la superficie totale cultivée par les femmes	14 %	16 %

Source d'information : Données sur le terrain, 1982, 1988 ;

N = 35 pour 1988.

* M = ménage.

Tableau 3. Sources de travail agricole pour les champs cultivés par les femmes par tâche

Tâches	Senoufo	Jula
Défrichage	Propriétaires des champs	Main-d'œuvre salariée
Labourage	Main-d'œuvre salariée	Main-d'œuvre salariée
Semailles	Groupes d'entraide	Main-d'œuvre salariée
Sarclage	Groupes d'entraide	Main-d'œuvre salariée
Application de fertilisants	Propriétaires des champs ou groupes d'entraide	Main-d'œuvre salariée
Application de pesticides	Homme dans le ménage	Homme dans le ménage
Récolte	Groupes d'entraide	Main-d'œuvre salariée

Source d'information : Données sur le terrain, 1988 ; N =11.

Tableau 4. Origines et rémunérations des charrues attelées utilisées par les femmes dans leurs champs de coton

ORIGINE	RÉMUNÉRATION	POURCENTAGE DES CAS
Ménage	Rémunérée	38 %
Ménage	Gratuite	19 %
En dehors du ménage	Rémunérée	25 %
En dehors du ménage	Échange de main-d'œuvre	19 %

Source d'information : Données sur le terrain, 1988 ; N =16.

Références bibliographiques

- AMIN, S. (1976) *Unequal Development*, New York, Monthly Review Press.
- AUBERTIN, C. (1980) *Histoire et Création d'une Région « Sous-Developpée » (Le Nord Ivoirien)*, Abidjan, ORSTOM.
- BASSETT, T. (1984) « Food, Peasantry and the State in the Northern Ivory Coast, 1898-1982, » unpublished Ph.D. dissertation, University of California, Berkeley.
- BASSETT, T. (1988a) « The Development of Cotton in the Northern Ivory Coast, 1910-1965 », *Journal of African History*, 29 : 267-284.
- BASSETT, T. (1988b) « Breaking Up the Bottlenecks in Food Crop and Cotton Cultivation in Northern Côte d'Ivoire, » *Africa* 58(2) : 147-173.
- BASSETT, T. (1988c) « The Political Ecology of Peasant-Herder Conflicts in the Northern Ivory Coast, » *Annals of the Association of American Geographers*, 78, (3 : 453-472).
- BAULIN, J. (1982) *La Politique Intérieure d'Houphouët-Boigny* (Paris, Editions Eurafor-Press).
- BELL, M. (1986) *Contemporary Africa : Development, Culture and the State* (London, Longman).
- BIGOT, Y. (1979) « Analyse techno-économique des systèmes de production coton-céréale dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire », *mimeo*, (Bouaké, Institut des Savanes).
- BRAUN, J. von and P. WEBB, (1989) « The impact of new crop technology on the agricultural division of labor in a West African setting », *Economic Development and Cultural Change*, pp.513-534.
- CAMPBELL, B. « Inside the miracle : Cotton production in the Ivory Coast, » in J. BARKER (éd.), *The Politics of Agriculture in Tropical Africa* (Beverly Hills, Ca, Sage, p. 143-171).
- CARNEY, J. (1988) « Struggles over crop rights and labour within contract farming households in a Gambian irrigated rice project, » *Journal of Peasant Studies*, 15, (3 : 334-339).
- CARNEY, J. (1989) « Gender and rural transformation in the Gambia », paper presented at the annual meetings of the Association of American Geographers, 19-22 March, Baltimore, MD.
- DAVISON, J. (1988) *Agriculture, Women and Land : The African Experience* Boulder, Co, Westview.
- DE JANVRY, A. (1981) *The Agrarian Question and Reform in Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Les spectres de Malthus

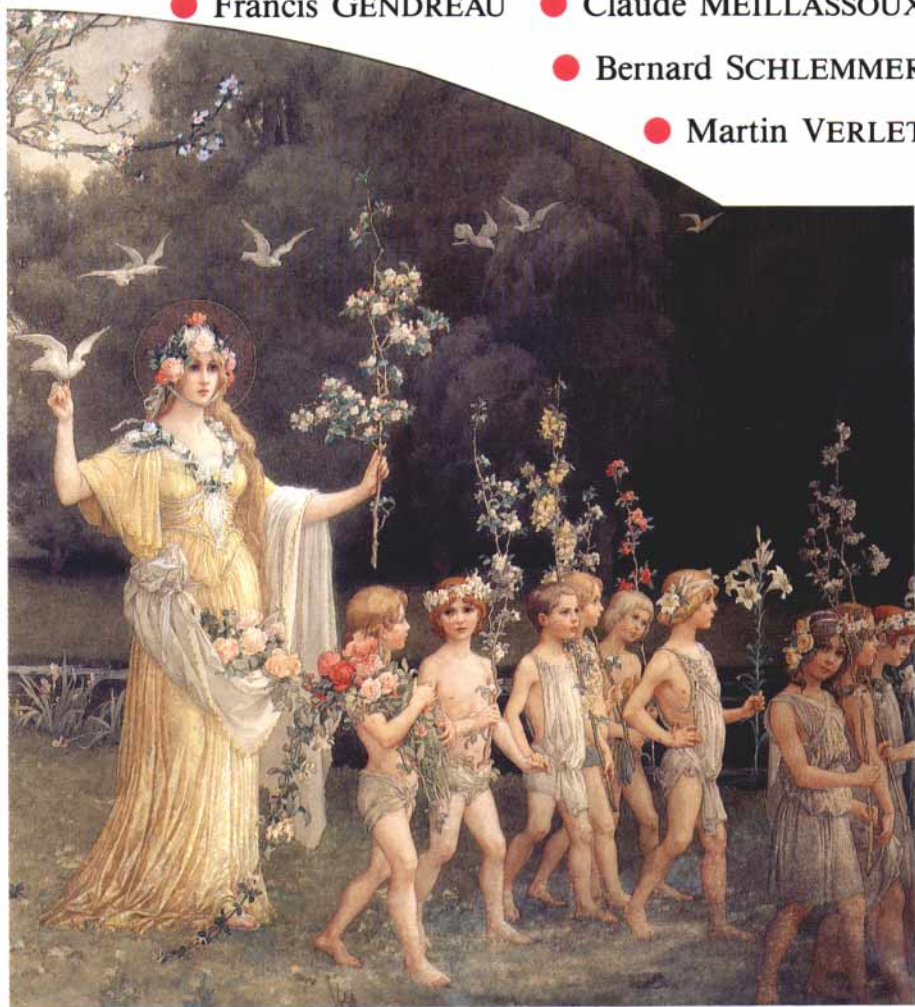
- DEQUECKER, J. (1982) « Cultures industrielles et cultures vivrières en Afrique occidentale », *Afrique Contemporaine*, 120 :1-7.
- EPONOU, T. (1985) « Evolution des systèmes alimentaires en Côte d'Ivoire : le cas de la ville d'Abidjan et de la région de Korhogo », *mimeo*. (Abidjan, CIRES).
- FARGUES, P. (1983) « La dynamique démographique des producteurs de vivriers », in *Les Cultures Vivrières : Element stratégique du développement agricole Ivoirien*, vol. 1, p. 83-104, Abidjan, CIRES.
- GERVAIS, M. (1989) *Capital Transnational, Capital National, État et Paysans au Mali et au Burkina Faso : Étude de cas : les Projets Cotonniers Mali-Sud et Ouest-Volta (1976-1987)*, Ph.D. Dissertation, Univ. du Québec, Montréal.
- GUYER, J. (1980) « Food, Cocoa and the Division of Labor by sex in two West African societies », *Comparative Studies in Society and History*, 22 : 35-73.
- GUYER, J. (1981) « Household and Community in African Studies » *African Studies Review* 24 (2-3), pp. 87-137.
- GUYER, J. and PETERS, P. (1987) « Introduction » to « Conceptualizing the Household : issues of theory and policy in Africa », special issue of *Development and Change*, 18(3) :197-214.
- JONES, C. (1986) « Intra-Household Bargaining in Response to the Introduction of New Crops : a case study from northern Cameroon », in J. MOOCK (éd.) *Understanding Africa's Rural Households and Farming Systems*, 105-23, Boulder, Co, Westview Press.
- KIENTZ, A. (1985) *Pour une motorisation paysanne : mécanisation et motorisation des exploitations paysannes, Côte d'Ivoire, région nord*, Ministère du Développement Rural, République de Côte d'Ivoire.
- KUMAR, S.(1987) « Women's Role and Agricultural Technology, » in J. Mellor, et. al. (éd.), *Accelerating Food Production in Sub-Saharan Africa*, Baltimore, Johns Hopkins U. Press.
- LEROY, X. (1980) *L'introduction des cultures de rapport dans l'agriculture vivrière Sénoufo : le cas de Karakpo*, Abidjan, ORSTOM.
- MACKENZIE, F. (1986) « Local initiatives and national policy : Gender and agricultural change in Murang'a District, Kenya, » *Canadian Journal of African Studies* 20, (3 : 337-401).
- Marcussen, H. and TORP, J. (1982) *Internationalization of Capital : Prospects for the Third World*, London, Zed Press.
- MEILLASSOUX, C. (1975) *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero.
- Ministère de la Coopération Française (1987) *Le Coton en Afrique de l'Ouest et du Centre : Situation et Perspectives*, Etudes et Documents, No. 62., Paris, Min. de la Coop.
- MOOCK, J. (éd.) (1986) *Understanding Africa's Rural Households*, Boulder, Co, Westvie.
- PELTRE-WURTZ, J. and STECK, B. (1979) *Influence d'une société de développement sur le milieu paysan : coton et culture attelée dans la région de la Bagoué (Nord Côte d'Ivoire)*, Abidjan, ORSTOM.

Migration et féminisation de l'agriculture

- PERRON, M. (1932) « Agriculture et industries indigènes chez les Sénoufos du Cercle de Kong, » *Bulletin de l'agence générale des colonies*, septembre 1932, p.1361-1371.
- PINGALI, P., BIGOT, Y. and BINSWANGER, H. (1987) *Agricultural Mechanization and the Evolution of Farming Systems in Sub-Sahara Africa*, Baltimore, Johns Hopkins U. Press.
- SAVANÉ, M.A. (1986) « The effects of social and economic changes on the role of women in sub-Saharan Africa, » in J. MOOCK (éd.) *Understanding Africa's Rural Households and Farming Systems* (Boulder, CO, Westview), p. 124-132.
- SEDES (1965) *Région de Korhogo, Etude de développement socio-économique*, tome 2, *Rapport sociologique* (Paris, SEDES).
- WATTS, M. (1988) « Struggles over land, struggles over meaning : some thoughts on naming, peasant resistance and the politics of place, » in GOLLEDGE R.H., COUCLELIS, H. and GOULD, P. (éd.) *A Ground for Common Search*, (Goleta, CA, The Santa Clara Geographical Press, p. 31-50).
- WISNER, B. (1980) « Nutritional consequences of the articulation of capitalist and non-capitalist modes of production in eastern Kenya, » *Rural Africana* 8-9 : 99-132.
- World Bank, (1987) *The Côte d'Ivoire in Transition : From Structural Adjustment to Self-Sustained Growth*, Vol 2, The Main Report, Report No. 6051-IVC, Washington, D.C., World Bank.
- World Bank (1988) *Cotton Development Programs in Burkina Faso*, Côte d'Ivoire, and Togo, Washington, D.C., World Bank Operations Evaluation Study.

LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM

edi

CRÉD

Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991